

Grâce aux gilets jaunes, l'idéologie pro-immigration et pro-islam est en train d'exploser

écrit par Gigobleu | 4 décembre 2018



France : Gilets Jaunes contre la partition du pays

Un évènement aussi complexe que celui des Gilets Jaunes, renvoie à une multitude de causes. Nous essayons, dans chaque article, d'explorer l'une d'entre elles.

A la suite de la victoire de la France dans la coupe du monde de football en 1998, il s'est produit un phénomène extraordinaire.

Dans le discours de la plupart des dirigeants, de droite comme de gauche, la représentation qui a été faite du peuple français a changé. Le peuple français a été saisi à partir du triptyque « Black-Blanc-Beur. »

Comme si brutalement le « vieux peuple français de souche », celui que le général de Gaulle définissait comme étant de race

blanche et de religion chrétienne, avait tout à coup disparu, coincé, noyé entre les « blacks » et les « beurs ».

Les partis politiques ont fait de l'idéologie du métissage le fait sociologique majeur de la société française. Le relativisme culturel, le multiculturalisme, le rejet des traditions chrétiennes, la place centrale accordée à la religion islamique...accompagnèrent cette immense mutation dont nous subissons aujourd'hui le contrecoup.

La partition idéologique a précédé la partition territoriale du pays.

Aux yeux de nos dirigeants, le pays a été fantasmatiquement divisé en deux :

D'un côté les « jeunes », donc l'avenir ;

De l'autre les « vieux cons », c'est-à-dire les Français de souche.

Le « Français de souche » n'était plus qu'un « Dupont Lajoie », un « franchouillard », une survivance folklorique teintée de racisme. Cette France présentée comme « moisie », vague survivance d'un monde en voie de disparition a été reléguée dans une sorte de basse-fosse idéologique estampillée « populiste, extrême-droite ». « Français » se mit ainsi à rimer avec « infâme », ringard, has been...

Les Partis politiques classiques firent de l'immigré musulman, le fameux « jeune » le noyau dur du « nouveau peuple français ». Parti communiste et parti socialiste devinrent les défenseurs inconditionnels des « banlieues » et de l'islam. L'immigré devint un « intouchable » et jusqu'au crime de sang, il bénéficie de l'impunité la plus totale. La droite traditionnelle, centriste et gaulliste réunies, (Giscard, Chirac et Sarkozy en tête de peloton) ont accompagné le mouvement d'humiliation du peuple français et fait de la promotion de l'islam et des immigrés leur cheval de bataille. (Cf. contrat signé en 1975 entre les dirigeants européens et

les représentants de la Conférence Islamique : islamisation de la France et de l'Europe contre approvisionnement en pétrole. Ce point sera examiné dans un prochain article).

Toute remise en cause de cette doxa fut assimilée à du racisme et sévèrement condamnée. Les attentats terroristes meurtriers, tous imputables à des musulmans dits radicalisés, ne changèrent rien à cette approche. Il ne fallait pas faire « d'amalgame », traduisez : il ne faut pas « penser » ou « réfléchir » au phénomène du terrorisme islamiste, ni à celui de l'islamisation rampante du pays. Il faut le subir passivement et apprendre à vivre avec, sans manifester ni haine, ni colère. Kleenex et bougies.

Comment on créa deux France que l'on opposa l'une à l'autre.

Au terme de ce processus de mutation ultra rapide, la France oublia qu'elle était une République indivisible et laïque. L'islam fut promu au rang de nouvelle religion d'Etat et les musulmans considérés comme le nouveau peuple français.

Juifs et Chrétiens qui étaient les victimes collatérales de cette irruption brutale de l'islam politique (pléonasme), sont invités à souffrir en silence et à protéger leurs « frères musulmans ». Traduisez : à déménager, à leur laisser des pans entiers du territoire national.

Mais, tel est pris qui croyait prendre. La vaste manœuvre de division du peuple a échoué. La grenade est en train d'exploser dans les mains des dirigeants.

Cette idéologie mortifère a engendré une rupture radicale entre les dirigeants et le peuple. Les élections présidentielles de juin 2017, ont sonné le glas des partis politiques traditionnels.

Assuré de sa toute puissance, ivre de son incroyable victoire, drogué à l'idéologie « progressiste » « tiers-mondiste »...Emmanuel Macron a cru bon d'inscrire la représentation

idéologique délirante « Black-Blanc-Beur », au cœur de la machine du pouvoir.

Pour lui, cela est très clair, la France ce sont avant tout les Français issus de l'immigration.

C'est avec eux qu'il s'affiche lorsqu'il va à la rencontre des Français ou lorsqu'il leur ouvre la porte de l'Élysée.

Pour Macron, comme pour les « bobos » et les technocrates de Bruxelles, les Français de souche appartiennent au passé. Il suffit d'attendre qu'ils meurent, et pour cela, les endormir, les anesthésier avec la pseudo-solidarité nationale fondée sur la charité sociale. Le programme gouvernemental est simple : il faut que tous ces vieux franchouillards crèvent seuls dans leur coin. Comme ils ne bougent pas, on peut les charger, les taxer toujours plus. C'est eux qui vont supporter le coût des obsèques de la France. C'est eux qui vont financer la machine migratoire destinée à les détruire. Taxons-les à mort.

Comment l'idéologie pro-immigration, pro-islam est en train d'exploser.

Acte 1- L'expulsion par le peuple du voyou du Palais.

L'Affaire Benalla résonna en plein été comme un coup de tonnerre, ébranlant cette représentation délirante qui avait acquis rang de vérité officielle depuis 1998. Symboliquement : sacralisé par l'onction présidentielle, le voyou de banlieue donne des ordres aux préfets de la République. Insoutenable spectacle. Renversement des valeurs. Destruction des hiérarchies. Retour à l'arbitraire féodal.

Acte 2- Expulsion par le peuple des usurpateurs officiels.

Le mouvement des Gilets Jaunes n'est que le deuxième acte de cette pièce qui se joue sous nos yeux. La révolte des Français

est en train de faire exploser cette construction fantasmatique d'une France Blacks-Blancs-Beurs opposée à la France des « tradits ».

Le peuple français est massivement descendu dans la rue. Il a administré la preuve qu'il n'était pas encore mort, qu'il existait toujours, qu'il entendait vivre et transmettre à ses enfants l'héritage reçu.

Ce qui frappe dans ce mouvement, c'est la jonction des vieux et des jeunes. La diabolisation-exclusion des vieux a échoué. Les Français sont réconciliés avec eux-mêmes. Le jeune rejoint le vieux. Le retraité défile avec son fils, son petit-fils.

L'unité du peuple de France est restaurée. Le pouvoir a perdu la partie. Sa machine de division est enrayée. Les jeunes issus de l'immigration qui se sentent français, qui sont parfaitement intégrés, rejoignent le mouvement.

Le peuple français fait tout à coup irruption sur la scène de l'histoire en renouant spontanément avec les traditions, avec lui-même. Ses divisions sont surmontées. On chante la Marseillaise dans les rangs des Gilets Jaunes ; on évoque volontiers 1789 ; on agite des drapeaux bleu-blanc-rouge. La joie est sur les visages, car tous ces gens sont sortis de leurs isolement, ont établi entre eux une vraie solidarité, se parlent, communiquent.

La classe politique tétanisée observe le phénomène sans savoir que dire, que faire. Le Parlement n'est même pas réuni en session extraordinaire. Comme si la représentation nationale avouait qu'elle n'existait pas, ne servait à rien.

Elle sait que lors des prochaines élections elle sera balayée. Car c'est son œuvre mortifère que les Gilets Jaunes sont en train de détruire.

Les élus réalisent que cette France des Gilets Jaunes ne se reconnaît plus en eux ; que ces élus dans leur ensemble sont les porte-paroles d'une France fantasmée qui n'existe que dans la tête des idéologues de sciences-po et consorts.

Le peuple français en tant que réalité historique,

sociologique, culturel, avait disparu de l'horizon des « élites ».

Pour l'idéologie dominante, l'affaire était « pliée » : la France avait changé de peuple.

Cette croyance est en train de voler en éclats.

Le pouvoir est confronté à un drame. Il doit choisir son « peuple ». Il doit revenir à la réalité. Respecter les principes républicains qu'il bafouait et bafoue sans cesse.

L'ex-président Hollande craignait la « partition », le partage du pays. Cette partition est devenue réalité avec l'extension continue des zones de non-droit, c'est-à-dire des territoires entiers livrés à la canaille islamiste. Elle avait été préalablement réalisée dans le champ de la représentation, du discours politique.

La grave crise actuelle des Gilets Jaunes n'est que la traduction dans la sphère du politique de la partition territoriale du pays. Le pays est bien coupé en deux et territorialement et culturellement et maintenant politiquement.

Acte 3- Violence ou élection ?

De qui le président Macron est-il l' élu ? Telle est la question qu'il doit se poser.

Est-il le représentant du peuple français, donc des Gilets Jaunes dès lors que ces derniers ont le soutien massif des Français (plus de 80% selon les sondages).

Tenter de salir le mouvement, par la violence policière ou idéologique (faire croire qu'il ressemble aux émeutes fascistes de 1934) est une fuite en avant aussi dérisoire que méprisable et qui se retourne contre ses instigateurs. La violence prouve que l'Etat est impuissant à garantir la sécurité des Français, à garantir leur droit à manifester.

Si Macron est l' élu du peuple français, alors il doit redonner la parole au peuple et pour cela, dissoudre l'Assemblée Nationale.

Il n'y a pas d'autre sortie de crise possible.

Acte 4- Les élections européennes.

Soit le gouvernement prend acte de la bétise de toute la classe politique depuis une quarantaine d'années, et accepte de s'en remettre au peuple en provoquant des élections; soit il persiste dans ses errements et s'enferme dans un processus de pourrissement-répression sans fin.

S'il opte pour cette dernière solution, (il n'est pas certain que les forces de police le suivent longtemps sur cette pente car les policiers sont d'une part épuisés et d'autre part ont des parents-gilets jaunes), si le gouvernement choisit la violence contre le peuple, alors la rupture élus-peuple sera irréversible.

Car dans les périodes de crise, la prise de conscience va très vite. N'est-on pas passé en quelques jours, d'un mouvement ciblé contre les taxes sur l'énergie à une mise en cause du pouvoir dans sa globalité ?

Encore quelques coups de matraques, et les Français pointeront du doigt les vrais responsables : les technocrates européens. C'est l'Europe qui sera rejetée massivement.

La grande question que se posent tous les observateurs est : que vont faire les Français lors des prochaines élections européennes ? Si Macron n'éteint pas le feu, alors la France va rejoindre le camp de l'Italie, et celui du groupe dit de Visegrad.

Les Français vont-ils reprendre les destinées de l'Europe en main ? Les peuples européens vont-ils enfin se saisir du pouvoir qu'ils avaient bien imprudemment délégué aux «

fossoyeurs des nations » ?

Macron et les siens ont oublié le sens du mot « patrie », du mot « nation » ; enfermés dans leur tour d'ivoire, coupés des réalités du peuple, ils ont perdu le goût...cette saveur particulière que tous les Gilets Jaunes ont au bord des lèvres et que décrit Jean Jaurès :

«A l'intérieur d'un même groupement [...] il y a forcément chez les individus, même des classes les plus opposées ou des castes les plus distantes, un fonds indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs, d'émotions. L'âme individuelle soupçonne à peine tout ce qui entre en elle de vie sociale, par les oreilles et par les yeux, par les habitudes collectives, par la communauté du langage, du travail et des fêtes, par les tours de pensée et ces passions communs à tous les individus d'un même groupe que les influences multiples de la nature et de l'histoire, du climat, de la religion, de la guerre et de l'art ont façonnés. »

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Sidney Touati pour [Dreuz.info](https://www.dreuz.info).

<https://www.dreuz.info/2018/12/03/france-gilets-jaunes-contre-la-partition-du-pays/>